

## Lutte contre l'antisémitisme : le pas en avant du Parlement européen

*Publié le 24/07/2017 à 11:49*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Douze intellectuels saluent la résolution adoptée par le Parlement européen en faveur de la lutte contre l'antisémitisme et l'antisionisme.

Le 1er Juin 2017, le Parlement européen a adopté une résolution visant à définir les cadres de la lutte contre l'antisémitisme. Cette résolution prend appui sur la définition de l'antisémitisme qui a été proposée par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste (AIMH). La définition de l'antisémitisme inclut le ciblage de l'État d'Israël, c'est-à-dire l'antisionisme.

Depuis plusieurs décennies, l'antisionisme est la forme mutante de l'antisémitisme, il en est la dernière expression historique. En raison de cet état de fait, le Parlement européen a raison d'inclure dans sa définition de l'antisémitisme, l'expression de l'hostilité structurée et systématique à l'égard de l'État d'Israël. Cette hostilité discrimine non seulement tous les habitants d'un pays, mais encore expose à la violence toute personne qui témoigne d'un lien affectif ou culturel avec ce pays.

L'initiative louable du Parlement européen a le mérite d'actualiser la définition de la haine doctrinale des Juifs, qu'ils soient citoyens des pays de la Diaspora, ou citoyens de l'État d'Israël. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le motif antisioniste a servi d'alibi au nazisme, au stalinisme, au tiers-mondisme, à l'islamisme pour assurer le recyclage de l'antisémitisme. A cause de l'extermination de la moitié du peuple juif, l'antisémitisme est devenu tabou, et l'on se dit "antisioniste".

La résolution adoptée par le Parlement européen marque une évolution salubre dans la prévention des différentes formes de la judéophobie: l'antisémitisme dirigée contre les personnes, comme l'antisionisme compris comme nouvelle forme de discrimination collective, sous prétexte de "critique du gouvernement israélien".

Nous pensons que cette évolution permet d'en finir avec le clivage pervers d'une pseudo-critique politique qui consiste d'un côté à sanctuariser les "Juifs", par définition survivants du génocide hitlérien, et de l'autre côté, à diaboliser l'État d'Israël et ses sympathisants, sous prétexte d'une "critique de la politique de son gouvernement".

Nous pensons que cette évolution permet d'en finir avec la lecture unilatérale du conflit palestinien-israélien. Nous pensons que cette évolution permet d'en finir avec la lecture unilatérale du conflit palestinien-israélien, en ouvrant le spectre de la critique sur les responsabilités historiques du mouvement national palestinien, de ses dirigeants et de ses sympathisants.

Nous pensons que la critique politique est incompatible avec le refus de la connaissance historique, et plus encore avec la complaisance coupable de ceux qui articulent la critique de l'Etat d'Israël sur le refus de l'histoire. Cette position constitue un dévoiement de la critique politique, contribue à empoisonner l'opinion, et ne sert qu'à entretenir ou à reproduire le préjugé judéophobe.

C'est cette même discrimination qui fait le lit de la désinformation et de l'ignorance. Pour rappel: ce sont les Palestiniens qui ont refusé le partage de la Palestine mandataire en deux États, l'un juif l'autre arabe, en 1947. C'est le Fatah palestinien qui a inventé le terrorisme international, à la fin des années 60. Après 1993, c'est l'Autorité Palestinienne qui a subverti les Accords d'Oslo. Depuis le milieu des années 2000, c'est l'Autorité Palestinienne qui refuse de reconnaître le caractère juif de l'État d'Israël. Depuis son entrée en diplomatie, c'est l'Autorité Palestinienne qui cultive le double discours, encourage l'assassinat de civils, et sanctifie les assassins en persistant à rétribuer leurs familles.

Corrélativement, c'est l'antisionisme qui contribue à la subversion des institutions internationales (conseil de sécurité de l'ONU, votes négationnistes de l'Unesco). Corrélativement, c'est l'antisionisme qui relaye dans le monde une propagande haineuse et simpliste, accusatrice et homicide ; c'est l'antisionisme manié comme une arme, sous prétexte de critique de la politique du gouvernement d'Israël, qui appelle illégalement au boycott, en empêchant les exigences d'une critique authentique de se faire entendre.

Pascal Brückner, journaliste et écrivain

Gilles Clavreul, ancien délégué à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT

Denis Jeambar, journaliste et écrivain

Serge Klarsfeld, avocat et historien

Marc Knobel, historien et essayiste

Joël Kotek, professeur à l'université libre de Bruxelles

Eric Marty, écrivain et universitaire

Simone Rodan, politologue

Georges-Elia Sarfati, Professeur des Universités

Pierre-André Taguieff, philosophe et historien des idées

Jacques Tarnero, essayiste et documentariste

Stéphane Wahnich, professeur associé à l'UPEC